

CIRCULAIRE 2006 - 5 -DRE

Paris, le 05/12/2006

Objet : Situation des travailleurs handicapés au regard de l'AGFF

Madame, Monsieur le directeur,

La Commission paritaire a réexaminé, lors de sa réunion du 28 novembre 2006, la situation des travailleurs handicapés au regard de la cotisation AGFF.

Il est rappelé que cette instance avait décidé (cf. instruction Arrco 2004-60-DRE du 6 octobre 2004) :

- d'appeler la part patronale des cotisations AGFF,
- d'exonérer de la part salariale des cotisations AGFF les handicapés travaillant en ateliers protégés ou en Centre d'aide par le travail (CAT).

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, applicable depuis le 1^{er} janvier 2006, a créé un contexte nouveau dans la mesure où les ateliers protégés, à présent dénommés « entreprises adaptées », ainsi que les centres de distribution de travail à domicile n'appartiennent plus au milieu protégé et font désormais partie du marché du travail.

Le statut du travailleur handicapé qui y est employé est maintenant celui d'un salarié de droit commun à part entière, ce qui a conduit à réexaminer le bien-fondé de l'exonération actuelle de la cotisation salariale AGFF.

La Commission paritaire de l'Arrco a décidé que, dans ce contexte nouveau, la part salariale de la cotisation AGFF était due sur les rémunérations des personnes handicapées travaillant dans des entreprises adaptées ou des centres de distribution de travail à domicile.

Cette décision est à mettre en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2007 pour toutes les rémunérations versées à partir de cette date.

A noter que la situation des handicapés employés dans des CAT est inchangée (maintien de l'exonération de la cotisation salariale AGFF).

Veillez agréer, Madame, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur général